

Salaires

Les syndicats allemands passent à l'offensive

Article paru dans FO Hebdo n°3022

«On a dépensé des milliards pour les banques, les prochains seront pour nous!», a lancé Frank Bsirske, le dirigeant du syndicat des services publics Verdi.

Après une décennie de modération salariale, les syndicats allemands ont visiblement décidé que le temps des sacrifices n'avait que trop duré. Et l'argument de la crise ne porte plus. «On a dépensé des milliards pour le sauvetage des banques, les prochains milliards seront pour nous!», a lancé Frank Bsirske, le dirigeant du syndicat des services publics Verdi, affilié à la confédération DGB.

Alors que l'économie allemande vient d'enregistrer deux années de forte croissance (+3,6% en 2010 et +3% en 2011), le pouvoir d'achat des ménages décline. Selon l'institut Destatis, l'équivalent de l'INSEE, les salaires réels brut des travailleurs allemands à temps plein n'ont augmenté que de 1% en 2011, contre 1,5% en 2010. En dix ans, entre 2000 et 2010, les salaires allemands n'ont progressé que de 1,7% par an, contre 3,3% dans le reste de l'Union européenne et 2,8% dans la zone euro, indique de son côté l'Institut de recherche en macroéconomie et en conjoncture (IMK). Les dépenses des consommateurs allemands ont commencé à reculer en 2011, confirme également Destatis. À cette baisse de la demande interne, risque fort de s'ajouter celle des exportations, du fait de la crise qui frappe les pays principaux clients de l'Allemagne. Du coup, le taux de croissance pourrait bien s'effondrer dès 2012, au point que le pays éviterait de justesse la récession, estiment les économistes. La menace est telle que même le ministre allemand du Travail, Ursula von der Leyen, a dû se prononcer, le 12 février, pour une hausse sensible des salaires.

Les fonctionnaires et les métallos revendiquent 6,5% d'augmentation

Verdi et la fédération DBB (autonome) revendiquent 6,5% d'augmentation pour les fonctionnaires de l'État fédéral et des communes. Verdi, qui chiffre désormais l'écart de revenus entre secteur public et privé à 9 points, veut obtenir au minimum 200 euros de plus par mois pour chaque agent. Les premières grèves d'avertissement, les 5 et 6 mars, ont été suivies par 17 000 fonctionnaires dans plusieurs Länder de l'ouest du pays. Le 7 mars, les arrêts de travail se sont étendus à l'est du pays, rassemblant cette fois quelque 70.000 fonctionnaires. «C'est un signal net envoyé à l'État fédéral et aux communes de prendre au sérieux les revendications de leurs salariés et de leur accorder l'estime due à leur travail», a déclaré Frank Bsirske.

Dans la métallurgie, les négociations ont commencé le 6 mars. Le syndicat IG Metall revendique lui aussi 6,5% d'augmentation pour les 3,4 millions de salariés de la branche, tandis que la fédération patronale Gesamtmetall oppose un maximum de 3%. «Les salariés allemands ont été patients, en partie parce que nous avions spéculé sur une crise de plus longue durée lors des dernières négociations en 2008. Mais les entreprises ont réalisé en 2010 et 2011 des bénéfices records et les salariés veulent maintenant leur part du gâteau!», explique Berthold Huber, le président d'IG Metall. L'issue des négociations dans la métallurgie sera déterminante dans la mesure où les salaires de ce secteur ont toujours servi d'étalon pour les autres branches.

Activité syndicale du 17/03/2012